



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)**

**N° DE MARCHE : AO 25 NA 0001**

**Mission d'accompagnement au codage de l'activité (PMSI) des 11 établissements de soins médicaux et de réadaptation Filieris et de l'HAD de l'établissement de Moselle Est**

*Filieris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM*

**CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES**

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

## **Table des matières**

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>2</b>
1.1 OBJET DU MARCHE .....	2
1.2 PROCEDURE UTILISEE ET FORME DE MARCHE.....	2
<b>ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>2</b>
<b>ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 – PASSATION DES COMMANDES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 – CARACTERISTIQUES DES PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 - ASSURANCE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 9 – CONSTATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10 - ARRET DE L’EXECUTION DES INTERVENTIONS ET RESILIATION DU MARCHE.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12 - PENALITES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13 – AJOUT/RETRAIT D’UN SITE .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 14 – MISE EN DEMEURE .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 15 – CESSIION DE MARCHE.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 16 – RESILIATION.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 17 – DEVELOPPEMENT DURABLE ET INSERTION SOCIALE .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 18 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 19 – REGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 120 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....</b>	<b>14</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission d'accompagnement au codage de l'activité (PMSI) des 11 établissements de soins médicaux et de réadaptation Filieris et de l'HAD de l'établissement de Moselle Est.

La mission d'accompagnement au codage de l'activité (PMSI) a pour objectif :

- ✓ De former l'ensemble des acteurs (administratifs, personnel médical, personnel paramédical) impliqués dans le recueil des informations d'activité et la facturation de celle-ci,
- ✓ D'aider au codage afin de respecter les délais de transmission mensuelle de l'activité
- ✓ D'optimiser les recettes issues de l'activité reflet des dossiers patients informatisés (dossier médical et dossier de soins).

La description des prestations et leurs spécifications techniques figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), applicable au présent marché.

### **1.2 PROCEDURE UTILISEE ET FORME DE MARCHÉ**

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour les dispositions de l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Il s'agit un **accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 1 300 000 € HT sur la durée globale du marché**, au sens des articles L2125-1.1°, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

### **1.3 ALLOTISSEMENT**

Le présent marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

## **ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHÉ**

Le marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

Il sera ensuite reconductible de manière expresse, 3 fois par période successive de 12 mois, au plus tard un mois avant sa date anniversaire sans pouvoir excéder une durée totale (reconductions comprises) de 48 mois.

A cet effet, le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce au plus tard un mois avant la fin de la période considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire le marché ; la non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et peuvent être exécutés jusqu'à trois mois après le terme du marché, conformément à l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique.

### **ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la CANSSM fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant:

- **L'acte d'engagement** (ATTR1) et son **annexe financière** (Onglets 1 à 5) ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP)
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP) et son annexe (liste des établissements)
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de service, approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
- L'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale
- **L'offre technique du titulaire**
- Les **bons de commande**.
- **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification**

*En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Les dérogations au CCAG/FCS sont précisées dans le dernier article du présent CCP.*

### **ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### **4.1 OBLIGATION DE RESULTAT**

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire est tenu à une obligation de résultat sur toutes les composantes de la prestation : réalisation des formations, recodage et fourniture des livrables.

Le titulaire est responsable de tous les dommages directs et/ou indirects résultant de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

#### **4.2 MOYENS HUMAINS**

Le titulaire fait exécuter, sous son entière responsabilité, les prestations par le personnel qu'il aura mandaté, qui est qualifié et habilité conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

L'accès des personnes mandatées par le titulaire dans les locaux de la CANSSM obéit aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à la CANSSM.

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations des personnes qualifiées en nombre suffisant pour pouvoir respecter les délais d'exécution. Pour toute la durée du marché, le titulaire s'engage à faire intervenir des personnels dont les CV doivent être annexés à l'offre en précisant s'il s'agit de titulaires ou de suppléants (en cas d'empêchement temporaire ou définitif).

La CANSSM se réserve le droit de demander au titulaire à tout moment les justifications nécessaires afin de vérifier les degrés de qualifications et les expériences des formateurs désignés.

En conséquence, le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations l'équipe présentée dans son offre. En cas d'empêchement temporaire ou définitif, du ou des intervenants dont le(s) CV a été contractualisés au présent marché, le titulaire s'engage à en informer au plus tôt le pouvoir adjudicateur et à lui proposer, en remplacement, un intervenant dont le profil peut être considéré comme équivalent à celui de l'intervenant initial. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de son admission ou, au contraire, l'invite à proposer une autre personne correspondant davantage au CV initialement contractualisé.

#### Remplacement d'un membre du personnel en cours d'exécution du marché

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des formateurs qu'il a désignés pour en assurer la conduite et dont il garantit les compétences dans le domaine concerné.

En cas d'absence d'un de ses intervenants, le titulaire devra en aviser immédiatement la CANSSM et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution de la prestation ne s'en trouve pas compromise.

Si les prestations ne peuvent être exécutées aux dates et lieux arrêtés, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée. **A cet effet, obligation est faite au titulaire de remplacer l'intervenant défaillant par un intervenant présentant des compétences identiques.**

La CANSSM se réserve la possibilité de demander le remplacement d'un intervenant, s'il s'avère, notamment à l'issue des formations, que les objectifs ne sont pas atteints.

Avant de prendre la décision de récuser un intervenant, la CANSSM consultera le titulaire pour qu'il puisse présenter ses observations. En l'absence d'observation de sa part dans un délai de 15 jours calendaires, le titulaire est réputé accepter la récusation.

Le changement d'intervenant devra prendre la forme d'une présentation d'un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours calendaires à partir de la demande de changement par la CANSSM par lettre recommandée avec AR au titulaire consécutive à l'analyse visée dans le précédent paragraphe.

La CANSSM dispose d'un délai de 30 jours calendaires à partir de la présentation d'un nouvel intervenant pour accepter ou refuser le nouvel intervenant. A défaut de réponse, à l'issue des 30 jours calendaires, l'intervenant sera réputé accepté.

Si la CANSSM récusé 2 fois de suite les intervenants proposés par le Titulaire au titre du remplacement de l'intervenant initial défaillant, la CANSSM se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues au présent CCAP (Résiliation pour faute).

### **4.3 CONFIDENTIALITE**

Le titulaire du présent marché est tenu au respect de l'obligation de discrétion professionnelle telle que définie à l'article 5 du C.C.A.G.-FCS.

Le titulaire doit notamment considérer comme strictement confidentielle et s'interdit de divulguer toute information ou donnée dont il pourra avoir eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché, ou qui lui aura été indiquée comme telle par le Siège de la CANSSM.

Le titulaire s'engage, au respect, par ses préposés dûment autorisés et ses sous-traitants, de l'engagement de confidentialité exposé au présent article. Le titulaire se doit donc d'observer toute la vigilance nécessaire pour préserver la confidentialité des documents confiés, et veiller à son respect par son personnel.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecterait pas son engagement, il s'expose à la résiliation du marché, sans préjudice de dommages-intérêts éventuels.

En cas de manquement à l'obligation visée, le tribunal compétent fixera les dommages-intérêts dus par le titulaire.

Le titulaire toutefois ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public ou s'il en avait connaissance ou les obtenaient de tiers par des moyens légitimes.

Pour garantir la confidentialité, le titulaire s'interdit :

- toute divulgation, quelle qu'elle soit, à quelque titre que ce soit, des informations confidentielles ;
- d'utiliser ou d'exploiter partiellement ou totalement les informations confidentielles, sous quelque forme que ce soit et notamment dans le cadre de l'exécution du marché ou d'autres missions auprès d'autres clients.

Par ailleurs, le titulaire s'engage :

- à ce que les informations confidentielles soient traitées avec le même degré qu'elle accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
- d'effectuer un nombre de copies, reproduction ou duplication totale ou partielle des informations confidentielles que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution de sa mission ;
- de ne faire accéder aux informations confidentielles que les seuls membres de son personnel affectés au projet qui lui sont liés par un contrat de travail comportant une clause de confidentialité ou qui lui sont liés par un accord de confidentialité distinct ;
- à faire en sorte que les membres de son personnel affectés au projet signent un engagement de confidentialité ;
- à ne pas porter atteinte aux droits de propriété de la CANSSM sur ces informations confidentielles.

Cet engagement de confidentialité ne s'applique pas :

- aux informations entrées dans le domaine public en l'absence de toute faute qui soit imputable au titulaire ;
- aux informations déjà connues du titulaire antérieurement, pour les avoir reçues d'un tiers de manière licite ;
- aux informations divulguées en application d'une disposition légale ou réglementaire ou d'une décision judiciaire imposant cette divulgation.

Les obligations décrites au présent article sont convenues pour toute la durée du présent marché et également à compter de la cessation des relations contractuelles, pour quelque cause que ce soit jusqu'à disparition du caractère confidentiel.

Au cours de ses visites dans les locaux de la CANSSM, le personnel du titulaire ne peut être accompagné d'un tiers ou d'un partenaire du titulaire, sans accord écrit préalable du représentant de la CANSSM.

Ces obligations persisteront 4 ans après la fin du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, autorisera la CANSSM à résilier le marché pour faute du titulaire.

#### **4.4 COMPORTEMENT VIS-A-VIS DES TIERS**

La personne chargée de la conduite du marché se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat et le remplacement de toute personne ne lui paraissant pas adopter un comportement adéquat,

notamment si elle ne semble pas avoir connaissance ou ne pas respecter les obligations dont il est fait état dans les clauses du présent marché.

#### **4.5 OBLIGATION D'INFORMATION GENERALE**

**Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS**, le titulaire notifie immédiatement par écrit au pouvoir adjudicateur toutes les modifications le concernant, notamment celles se rapportant à ses qualifications et aux habilitations nécessaires pour effectuer les prestations couvertes par le présent marché.

Le prestataire s'engage notamment à informer immédiatement la CANSSM de toute procédure qui entraînerait :

- une modification dans la structure et la charge de travail de l'équipe intervenante,
- une modification dans les méthodes et la déontologie de travail,
- une prise de contrôle par une autre société ou une fusion entre plusieurs structures,
- une modification dans la structure juridique du prestataire, la répartition de son capital,
- une déclaration de cessation de paiement ayant comme conséquence un redressement ou une liquidation judiciaire.

Dans le cas où ces informations ne lui auraient pas été transmises, la CANSSM pourra résilier le marché pour faute du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement du marché.

#### **4.6 RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement:

- aux personnels de la CANSSM ou à des tiers,
- aux biens appartenant à la CANSSM ou à des tiers.

Ainsi, le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel susceptible de lui être confié par la CANSSM, notamment mobiliers pédagogiques, rétroprojecteurs, tableaux, ordinateurs, imprimantes, écrans de projection, etc....

Ces matériels ne peuvent être utilisés qu'aux seules fins prévues par le présent marché. Tout autre usage ou détérioration pourra faire l'objet d'une indemnisation à la CANSSM.

#### **4.7 PIECES FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE – CONTRÔLE DES INCAPACITES**

Les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail sont transmises tous les 6 mois pendant toute la durée du marché et ce, sans demande expresse de Filieris.

En cas de non-présentation de ces documents, une mise en demeure est envoyée au titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure, confirmée par l'avis de réception. A défaut de transmission dans ce délai, Filieris met en œuvre la résiliation du marché dans les conditions de l'article 12 du CCAP.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, l'accord-cadre est résilié aux torts du titulaire, sans indemnités.

Conformément à l'article L133-6 du code de l'action sociale et des familles, le titulaire est tenu de contrôler l'absence de condamnations pénales des salariés intervenants dans le cadre du présent marché.

## **ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE**

Les dispositions relatives aux articles R 2193-10 à R 2193-16 du Code de la commande publique, sont seules applicables.

## **ARTICLE 6 – PASSATION DES COMMANDES**

Le marché s'exécute par émission de bons de commande successifs sur la base des conditions figurant dans les annexes financières à l'acte d'engagement.

Les bons de commande sont adressés par courrier, courrier électronique ou télécopie.

La CANSSM émet des bons de commande comportant les mentions suivantes :

- l'objet du marché,
- la référence du marché,
- le titre de la prestation commandée,
- le montant du bon de commande HT et TTC,
- le taux de TVA en vigueur.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à la CANSSM dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

## **ARTICLE 7 – CARACTERISTIQUES DES PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

### **7.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX :**

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix mentionnés en ANNEXE 1 DE L'ACTE D'ENGAGEMENT. Le marché est conclu à prix unitaires.

Les dispositions régissant le prix sont celles prévues à l'article 10 du CCAG-FCS.

Ces prix comprennent notamment toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les charges de personnel, les charges fiscales et parafiscales, les frais induits par les opérations administratives (notamment secrétariat, reprographie, affranchissement des courriers, ...), les garanties et autres frais de tous ordres.

### **7.2 REVISION DES PRIX**

Les prix sont **fermes pour la première année d'exécution du marché**.



Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Le prix de la prestation est révisé annuellement, à la date anniversaire de notification du marché, suivant la formule ci-après :

$$P = P_0 [0,125 + 0,875 (\text{ind1} / \text{ind0})]$$

P = Prix révisé

P<sub>0</sub> = Prix initial, valeur à la date de notification du marché

ind0 = dernier indice connu ICHTrev-TS-Coût du travail activités spécialisées, scientifiques, techniques (identifiant 001565195), au jour d'établissement de l'offre (date limite de réception des offres) ou à la date de la dernière demande de révision.

ind1 = dernier indice connu ICHTrev-TS-Coût du travail activités spécialisées, scientifiques, techniques (identifiant 001565195), au jour de la demande de révision.

Si le titulaire omet de notifier à la CANSSM cette proposition un mois avant la date d'anniversaire, les prix en vigueur continueront de s'appliquer pour l'année qui suit, sans que le titulaire puisse émettre une quelconque réclamation à cet égard.

Si à la date d'application du nouveau tarif, la CANSSM n'a ni validé ni infirmé, la demande de révision est considérée comme refusée.

Le titulaire s'engage par ailleurs à fournir tous les renseignements sur les barèmes aux représentants administratifs qui les demanderaient.

L'acceptation du nouveau tarif constitue, une fois pour toutes, le document de référence pour toutes les factures émises par le titulaire au titre du marché jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

#### Arrondi :

Lors de la mise en œuvre de la révision des prix, telle que décrite ci-dessus, il est à préciser que les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec deux décimales après la virgule, en appliquant la méthodologie suivante :

\* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

\* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales après la virgule.

Les prix remis par le titulaire sont réputés comprendre l'ensemble des coûts relatifs au bon accomplissement des missions, à l'exception des frais de transports, de repas et de séjour, qui sont rémunérés de la façon suivante :

### **7.3 REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT, DE RESTAURATION ET DE NUITEE POUR LES PRESTATIONS EN PROVINCE**

Il est expressément convenu que les frais de déplacement et de séjour, quel que soit le mode de transport considéré, du personnel du Titulaire jusqu'au Siège de la CANSSM (Paris 15e) ne pourront faire l'objet d'aucune facturation ou d'aucun remboursement.

Les frais de déplacement, nuitée et restauration, du personnel du Titulaire qui sera amené à effectuer des missions en province, notamment dans les locaux des Sièges des Directions Régionales, seront remboursés aux frais réels sur présentation de justificatifs, dans la limite du barème UCANSS (Circulaire UCANSS – LC006-25) visé ci-après :

- Frais de déplacement en **train ou avion** : sur la base d'un billet de train SNCF de seconde classe ou d'un billet d'avion de classe économique
- Frais de **restauration** : 29,50€
- Frais de **nuitée** : 115, 80 € (régions autres que l'Ile-de-France)

Dans l'hypothèse où le déplacement serait effectué en **véhicule automobile**, le remboursement sera effectué sur la base suivante :

Nombre de kilomètres parcourus dans l'année civile	Véhicule automobile de 5 CV fiscaux et moins	Véhicule automobile de 6 CV fiscaux et plus
Jusqu'à 10 000 km	0,77€ / km	0,89€ / km
Au-delà de 10 000 km	0,54€ / km	0,78€ / km

Ces frais comprennent le péage.

Les frais de déplacement seront remboursés sur présentation des justificatifs suivants :

- Photocopie de la carte grise
- Déclaration sur l'honneur indiquant le lieu de départ (adresses du domicile du salarié missionné ou de la société titulaire du marché) et le lieu d'arrivée (celui de la mission considérée, hors région parisienne).

Les frais de taxi pourront être remboursés après acceptation préalable de l'Agent comptable dès lors que ce moyen de transport permet d'optimiser le temps d'intervention du consultant sur un site. Ils seront remboursés aux frais réels sous réserve de la production de la facture émise par le taxi.

Le remboursement des frais de taxi sera exclusif de l'indemnité kilométrique

#### 7.4 PAIEMENT :

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours maximum à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Le dépassement du délai de paiement est constitué dès lors que les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au contrat ou l'expiration du délai de paiement. Ce dépassement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, ainsi que d'une indemnité forfaitaire dont les modalités sont visées ci-après.

Le taux applicable pour le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les prix seront calculés en application de la taxe à la valeur ajoutée en vigueur lors du règlement.

## 7.5 FACTURATION

Les factures afférentes au paiement seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Date de la facturation,
- Nom, adresse du créancier, et son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés,
- Numéro du marché, date et numéro du bon de commande,
- Numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Références des prestations,
- Montant hors Tva,
- Taux et montant des taxes, Montant TTC.

Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans l'offre financière annexée à l'acte d'engagement (annexe financière/BPU) en fonction des prestations commandées et réalisées.

Le titulaire et ses sous-traitants admis au droit au paiement direct déposent leurs factures via le portail gratuit et sécurisé chorus, après réalisation des prestations et admission de celles-ci, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités de transmission applicables imposent que les factures comportent systématiquement les informations suivantes :

- La référence à rappeler
  - Le numéro SIRET client (correspondant à la structure de Filieris pour laquelle, le titulaire dépose sa facture)
- Ces références sont indiquées systématiquement sur chaque bon de commande ou autre correspondance déclenchant l'exécution de prestations.

## ARTICLE 8 - ASSURANCE

Le titulaire, ainsi que ses éventuels cotraitants ou sous-traitants, déclarent être assurés pour leur responsabilité civile et professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable pour tous les dommages matériels et immatériels (dommages corporels, matériels, immatériels, accidents, vols et pertes d'exploitation) consécutifs à l'exécution de la prestation par leur personnel ou leurs collaborateurs et ce, dans les conditions de droit commun des responsabilités délictuelles et contractuelles.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée en cas d'inexécution partielle ou totale de la prestation, objet du marché, ou en cas de dommage causé aux éléments (matériels, logiciels, documentation, ...) de la CANSSM qui auront été mis à sa disposition.

Le titulaire s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du marché.

La CANSSM se réserve la possibilité de demander à tout moment la ou les polices d'assurance souscrites par le titulaire ainsi que la preuve de l'acquittement des primes correspondantes.

Les franchises éventuellement prévues par les contrats d'assurance souscrits par le titulaire restent intégralement à sa charge.

## ARTICLE 9 – CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées dans les conditions prévues au chapitre 5 du CCAG/FCS.

### 9.1 OPERATIONS ET VERIFICATIONS

Après exécution des prestations, la CANSSM dispose de 15 jours pour procéder aux opérations de vérification. A l'issue des opérations de vérification, la CANSSM peut prendre une décision écrite expresse de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire. Passé le délai de 15 jours, la décision d'admission est réputée acquise.

## **9.2 DECISIONS APRES VERIFICATIONS**

A l'issue des opérations de vérification, la CANSSM peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire dans les conditions prévues au chapitre 5 du CCAG/FCS.

### **ARTICLE 10 - ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS ET RESILIATION DU MARCHÉ**

La résiliation du marché s'effectue dans les conditions prévues aux articles 38 à 42 du CCAG-FCS. Cependant, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité.

### **ARTICLE 11 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

### **ARTICLE 12 - PENALITES**

Si une cause étrangère à la volonté du titulaire met obstacle à l'exécution d'un bon de commande, la CANSSM peut, sur demande de celui-ci et suivant le caractère des faits signalés, accorder une prolongation du délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités applicables sont les suivantes :

- en cas de retard supérieur à une heure ou en cas d'absence à une formation prévue, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par retard de plus d'une heure ou par absence constatée.
- en cas de retard supérieur à une heure ou en cas d'absence à une réunion prévue avec le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par retard de plus d'une heure ou par absence constatée.
- en cas de retard dans la remise des livrables énumérés au point 6 du cahier des charges, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour de retard et par livrable.

-en cas de retard de dépôt des documents sur la plateforme ATIH, le titulaire encourt une pénalité de 150 €

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur demande la modification des documents émis par le titulaire, les prestations ne sont alors pas réceptionnées et les pénalités de retard commencent à courir si le délai imparti est dépassé.

Le titulaire devra retransmettre les documents modifiés dans le nouveau délai imparti.

### **ARTICLE 13 – AJOUT/RETRAIT D’UN SITE**

Les sites mentionnés à l’annexe 1 du CCTP peuvent évoluer lors de l’exécution du marché.

En cas d'ajout ou de retrait d'un site, la Direction Nationale des Achats et des Affaires Juridiques de la CANSSM informera le titulaire par courriel ou courrier recommandé avec accusé de réception, au moins un mois avant la prise d'effet de l'ajout ou du retrait de l'établissement concerné.

### **ARTICLE 14 – MISE EN DEMEURE**

Dans le cas de prestations non conformes, le pouvoir adjudicateur peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier à l'ensemble des non-conformités constatées dans le délai indiqué dans la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer une prestation normale, le pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités s'appliquent par simple constat du pouvoir adjudicateur de la non-conformité des prestations. Elles continuent à courir après la mise en demeure.

### **ARTICLE 15 – CESSION DE MARCHÉ**

Dans le cas où les activités du Titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession, ou d'une restructuration, le transfert du marché du Titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution.

A ce titre, l'ensemble des dispositions du présent marché s'appliquera au bénéficiaire de la cession.

La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de la CANSSM quant à la poursuite de l'exécution du marché pour une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du Titulaire et du bénéficiaire de la cession.

### **ARTICLE 16 – RESILIATION**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS. Cependant, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas indemnisé en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général.

### **ARTICLE 17 – DEVELOPPEMENT DURABLE ET INSERTION SOCIALE**

Le titulaire devra dans le cadre du marché s'inscrire dans une démarche environnementale notamment en matière de :

- Déplacements
- Gestion des déchets ;
- Réduction de la pollution.

De manière générale, le titulaire devra engager une politique concrète de protection de l'environnement.

Le Titulaire devra également mettre en place une politique sociale au sein de son entreprise.

Ainsi, le Titulaire pourra faire appel, dans l'exécution des prestations objet du marché, à une ou des personnes relevant des catégories suivantes :

- Travailleurs handicapés reconnus par la CDAPH ;
- Jeunes dans le cadre de stage ;
- Jeunes diplômés ;
- Personne en réinsertion professionnelle.

Le Titulaire pourra également mettre en œuvre une politique de management social de ses collaborateurs (formations, remise à niveaux...).

Enfin, le Titulaire s'efforcera de valoriser le CDI au sein de ses équipes affectées à l'exécution du présent marché.

## **ARTICLE 18 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier le règlement (UE)2016/679 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Le titulaire est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des prestations prévues dans les documents contractuels.

La durée du traitement est valable sur la durée du marché à compter de sa date de notification.

Le titulaire dispose des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles.

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché
- Garantir la confidentialité des données à caractère traitées dans le cadre du présent contrat
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

## ARTICLE 19 – REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s’efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l’exécution du présent marché.

En cas de litige, le tribunal dans le ressort duquel se situe la CANSSM est seul compétent (Tribunal Judiciaire, Parvis du tribunal de Paris, 75859 PARIS CEDEX 17).

## ARTICLE 120 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

DEROGATIONS		
Article(s) du CCAP	Objet	Article du CCAG/FCS
6	Bons de commande	3.7.2
12	Pénalités	14
10 et 16	Résiliation	42